

Pour une GAUCHE ALTERNATIVE, égalitaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

Les Alternatifs veulent inventer un nouveau projet d'émancipation sociale et de changement radical : une révolution.

Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques) et un projet autogestionnaire qui prend en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

Écologistes, nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais dénonçons la logique du profit et du productivisme.

Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alterdéveloppement est la réponse pour un autre futur, (pour une agriculture paysanne et l'autonomie alimentaire, contre la dilapidation des ressources naturelles, pour un

aménagement équilibré du territoire, contre le nucléaire et pour une politique globale d'économie d'énergie et de recours aux énergies renouvelables).

Féministes, les Alternatifs, combattent pour l'égalité entre femmes et hommes, pour l'émancipation de toutes et tous et pour des droits fondamentaux : une égalité réelle, politique, professionnelle et dans la sphère privée, une éducation

libérée de ses modèles sexistes, le refus de la marchandisation des corps.

L'ambition des Alternatifs est que chacun puisse peser sur les choix politiques et économiques collectifs.

Contre un libéralisme autoritaire qui détruit les acquis sociaux du siècle précédent et marchandise nos vies, nous défendons le droit au logement, à la santé, à l'éducation.

Autogestionnaires, nous voulons défendre les services publics

pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers.

Nous sommes favorables à la reprise autogestionnaire des entreprises liquidées par un capitalisme prédateur.

Nos exigences autogestionnaires s'appliquent aussi à nos modes de fonctionnement : l'adhérent-e

ne doit être ni un petit soldat ni un carriériste, il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Les Alternatifs sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais nous refusons les dérives gestionnaires et la politique-spectacle, car c'est en premier lieu de l'action collective, de la construction d'un projet d'émancipation, que dépend l'avenir.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, nous sommes une des composantes du mouvement altermondialiste. ■



«SOMMET DE LA GAUCHE» :

Potentialités et limites

Les Alternatifs n'avaient pas souhaité, à la différence du PCF, inviter à la réunion de formations de gauche et écologistes le 8 février à la Mutualité, afin de ne pas risquer de se trouver engagés au-delà de leurs mandats collectifs. Mais ils ont souhaité y participer, à la différence de la LCR, en fonction de leur orientation unitaire, se réservant de poursuivre ou non la démarche selon les conclusions de la rencontre. Il va en effet de soi, comme en témoigne l'intervention des Alternatifs à la réunion, que nos priorités sont de constituer un front de résistance le plus large possible aux attaques de la Droite et du MEDEF ET de poursuivre la démarche de rassemblement d'une gauche de gauche, dans la continuité du combat du NON de gauche au TCE, pour une alternative antilibérale, contre la droite, et en modifiant les rapports de forces à gauche face au social-libéralisme.

L'appel commun contre le CPE, rejoint depuis la réunion par la LCR, ne posait pas de problème, pas plus qu'une coordination souple contre les attaques de la

Droite et du MEDEF.

La question des débats sur une alternative en 2007 était plus complexe. Nous avons décidé d'y participer sur notre orientation et parce qu'ils étaient clairement déconnectés de la construction politique que le PS veut réaliser autour de lui. Autogestionnaires, nous sommes convaincus que la transformation sociale ne peut faire l'impasse sur les rapports de forces réels, y compris au sein de la gauche. Nous sommes, en même temps conscients que les rapports de forces sociaux et politiques comme l'orientation fondamentale du PS ne permettent pas un accord programmatique avec ce parti. Les débats prévus ne s'inscrivent pas, quelles que soient les visées à moyen terme des uns et des autres, dans cette logique de « programme commun » mais ouvre un espace qui permettra de tester les convergences sans éluder au nom de l'unité les divergences stratégiques. La contradiction que nous pointons entre la nécessité de rassembler largement et l'impossibilité de composer avec l'orientation social-libérale est évidemment

perçue par les autres formations du non de gauche.

La Direction de la LCR y répond par une posture qui se veut intransigeante, quitte à rejoindre partiellement le cadre unitaire sur la question du CPE, une forte minorité de la Ligue est proche de notre positionnement.

Le PCF est au premier chef touché par la contradiction unité/combat contre l'orientation social-libérale, et ne peut y répondre pour le moment, mais la situation sera clarifiée au début de l'été car François Hollande a d'ores et déjà prévenu que la question du « qui gouverne ensemble » sera posée à cette échéance.

Reste que la dynamique de rassemblement d'une gauche antilibérale, que les Alternatifs veulent aussi autogestionnaire et antiproductiviste, reste posée. Le débat sur les contenus progresse en divers lieux, sans qu'une vraie dynamique politique s'enclenche encore. Il y a urgence. ■

Jean-Jacques BOISLAROISSIE

Déclaration liminaire des Alternatifs à la rencontre des Partis de gauche et écologistes,

Les priorités des Alternatifs sont :

- de travailler à des mobilisations sociales unitaires, de grande ampleur et sans exclusives, pour mettre en échec l'offensive menée par la droite contre les acquis sociaux et les libertés. Il faut ainsi stopper la mise en place du CPE, nouvelle étape dans la destruction du Code du travail, et la politique liberticide de Sarkozy, en particulier en matière d'immigration. La construction de ces mobilisations est, compte tenu de l'environnement international et de la pression des forces du capital, une condition majeure de toute avancée antilibérale dans les années qui viennent.

- la défaite électorale en 2007 des partisans du libéralisme de combat.

- de participer à la construction d'un projet alternatif au libéralisme et au social-libéralisme.

Les Alternatifs s'engagent pour :

1- la construction d'un projet en rupture avec le libéralisme productiviste et autoritaire. Cette construction s'esquisse en divers lieux, du manifeste pour les services publics en discussion au sein des collectifs de défense des services publics, à la Charte antilibérale à laquelle travaillent les collectifs du 29 mai en passant par la réflexion programmatique engagée à l'initiative de la Fondation Copernic et par les contributions de diverses organisations syndicales, associations, partis politiques. C'est à l'échelle de la société que ces propositions doivent être

mises en débat et en cohérence.

2- Le rassemblement le plus large, dans la continuité du non de gauche au traité constitutionnel européen, d'une gauche en rupture avec les diverses variantes du libéralisme, gauche que les Alternatifs souhaitent écologiste et autogestionnaire. Un rassemblement traduit par des candidatures unitaires à la Présidentielle et aux législatives de 2007, pour changer les rapports de forces à gauche, ne pas renouveler les échecs de la gauche plurielle, et contribuer à la défaite de la Droite.

C'est à partir de ces considérants que les Alternatifs sont prêts à participer, sans préalables, à toute réunion des formations de gauche, mais, à ce jour, ils ne s'engageront pas dans une construction programmatique gouvernementale avec le Parti Socialiste.

Nous sommes d'accord pour

- la mise en place d'un comité de liaison permanent pour combattre la politique libérale et liberticide de la droite

- une semaine d'action commune contre le CPE

-organiser la riposte à la loi Sarkozy sur l'immigration (loi CESEDA) ainsi que l'organisation, ensemble, de débats permettant de construire un projet social, écologiste, féministe et démocratique

-un soutien aux faucheurs anti-OGM lourdement condamnés. ■

RELEVÉ DE DÉCISIONS rencontre du 8 février à Paris

Réunis aujourd'hui, le 8 février 2006, à la Maison de la mutualité, le PRG, le PS, les Verts, le PCF, le MRC, les Alternatifs, Régions et peuples solidaires, Alternative citoyenne, le MARS, Convergence républicaine, unanimes, ont décidé :

- Une mobilisation unitaire contre la politique de l'emploi et le CPE sous la forme d'un tract, d'une pétition et de semaine d'action.

- Mise en place d'une structure de liaison souple et ouverte pour riposter à la politique de la droite (et notamment sur Bolkestein, l'immigration et la politique économique et sociale...)

- Un comité national sera mis en place dans les jours qui viennent pour organiser le débat avec les citoyennes et les citoyens sous forme de rencontres publiques sur l'ensemble des propositions alternatives pour 2007.

Par ailleurs toutes les organisations ont apporté leur soutien aux faucheurs d'OGM condamnés lourdement. ■

